

Unité départementale de l'Aisne
25 rue Albert THOMAS
02100 Saint Quentin

Soissons, le 18/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DSP France SAS

RUE DES GRANDS NAVOIRS PROLONGEE
B.P. 48
02300 Chauny

Références : DSP26-102
Code AIOT : 0005100190

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2026 dans l'établissement DSP France SAS implanté RUE DES GRANDS NAVOIRS PROLONGEE B.P. 48 02300 Chauny. L'inspection a été annoncée le 22/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DSP France SAS
- RUE DES GRANDS NAVOIRS PROLONGEE B.P. 48 02300 Chauny
- Code AIOT : 0005100190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

DSP Chauny fabrique des résines échangeuses d'ions, des résines adsorbantes et des catalyseurs. Ce site est le plus grand site de fabrication de résines échangeuses d'ions et de résines adsorbantes au monde. Ces résines sont utilisées à travers diverses applications dans le traitement de l'eau, l'industrie alimentaire, les produits pharmaceutiques, la purification des produits miniers, l'énergie, les bioprocédés, la formulation chimique ou encore la catalyse. L'établissement est classé Seuil Haut par dépassement direct des seuils associés aux rubriques 4130-2, 4610 et une rubrique 47xx (rubrique et intitulé précisés en annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2018).

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Maintenance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant mentionne que son projet lié au lithium, évoqué en 2023, sera développé dans une usine Chinoise du groupe DUPONT.

Un porté à connaissance va être déposé en vue de clôturer la phase de test d'oxydation des effluents au niveau de la station de traitement des eaux (remplacement d'une cuve de gaz par un piquage sur le réseau interne).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
3	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
4	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
5	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
6	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3	Sans objet
8	Contrôle des opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
9	Retour d'expérience sur les opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre une synthèse de ses travaux, suite à l'étude technico-économique prescrite en 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 4.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2026, Economies d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les ux d'eau. Les nouveaux systèmes de réfrigération en circuit ouvert sont interdits.[...] Les ateliers « polymérisation » et « résines anioniques » disposent d'une réfrigération en circuit ouvert. L'exploitant justie sous 24 mois les possibilités technico-économiques de mise en circuit fermé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude technico-économique datée du 5/2/2019 prévoyait la réalisation de travaux en 2021 et 2022, et présentait 3 solutions pour mettre en circuit fermé les eaux de refroidissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> * A (recyclage en eau de process) : -17 % prélevé, coût de 900 k€ * C (raccordement de la TAR Z811) : -1,8 % prélevé, -10,5 % conso, coût de 200 k€ (réalisé en 2020) * D (chg de procédé XE502 et 503) : -1,8 % prélevé, -11 % conso, coût de 75 k€ (réalisé en 2019) <p>Au 5/4/2024, il s'avère que la solution A n'a pas été réalisée faute d'un surcoût important (12 M€ et consommation induite en énergie en forte hausse) ; les consommations relevées sont passées de 1 610 783 m3 en 2019 à 1 429 343 m3 en 2022.</p> <p>Le gain de 9 % observé entre 2019 et 2022 était dû, en plus de quelques investissements réalisés, à une baisse de la production ; ce gain n'était plus que de 6,7 % en 2023, suite à la reprise de la production.</p> <p>DSP s'oriente vers une réduction des prélèvements d'eau de la nappe, compensée par plus de prélèvement d'eau de surface (rivière Oise).</p>

<p>Au 13/2/2026, l'inspection constate que l'exploitant ne dispose pas de synthèse sur les travaux réalisés, estimés, et planifiés. L'exploitant mentionne travailler pour optimiser la quantité d'eau nécessaire par « recette »</p> <p>L'inspection rappelle qu'un des objectifs fixés lors des assises de l'eau (2017 à 2019) est d'atteindre une réduction des prélèvements en eau de 10% en 5 ans (2019-2024) et de 25% en 15 ans (2019-2034).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>DSP transmettra sous 1 mois une synthèse de son étude technico-économique actualisée, en détaillant les investissements réalisés, estimés, et planifiés à court ou moyen termes sur la question de l'eau de refroidissement et la consommation globale du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 1. Gouvernance de la maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'organisation mise en place pour les opérations de maintenance avec les différentes responsabilités.</p> <p>Plusieurs entreprises extérieures (EE) sont constamment présentes sur le site, et interviennent sur des opérations de maintenance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 2. Moyens alloués (Budget et ressources humaines)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Arrêté du 4 octobre 2010

Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Le budget alloué à la maintenance est arbitrée entre la direction du site et le groupe DUPONT.

L'objectif est d'assurer la production en toute sécurité pour les salariés et l'environnement du site, tout en répondant aux commandes.

L'évolution du budget alloué à la maintenance est passé de 14,7 M€ en 2020 à 11,4 M€ en 2026.

L'évolution du nombre de personnes affectées à la maintenance est passé de 42 en 2023, à 38 en 2026 (hors entreprises extérieures).

L'exploitant estime que ses équipes de maintenance sont à même de répondre aux charges prévues ; en cas de tension, il est fait appel à des entreprises extérieures.

Un plan de formation existe pour les compétences critiques, notamment pour les automaticiens, qui interviennent sur les sondes, capteurs et équipements électriques.

Un fichier comportant 334 noms a été présenté ; il permet de suivre les formations et habilitations. Les qualifications détenues par les entreprises extérieures sont revues tous les 3 ans.

L'ensemble du personnel suit la formation « accueil sécurité site » une fois par an, suivi d'un questionnaire devant avoir 100 % de bonnes réponses.

Les périodes atypiques (arrêts techniques, absence de personnel, rotation forte) conduisent en dernier recours à l'arrêt du secteur ne pouvant fonctionner en sécurité. Les seuils critiques sont vus tous les matins en réunion, afin de faire le point notamment sur l'absentéisme constaté.

Des personnes salariées VEOLIA (entreprise extérieure) ont été interrogées : présentes à demeure sur le site DSP, elles ont su présenter leur mode de fonctionnement, hiérarchie, procédures et documents de suivi mis en œuvre (permis de travail, analyse des risques, ...).

Il s'avère que la plupart des agents VEOLIA travaillant sur le site étaient précédemment salariés de DSP.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Modalités de coordination avec les entreprises extérieures

Prescription contrôlée :

Arrêté du 4 octobre 2010

Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents

<p>susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les entreprises extérieures (EE) intervenant sur des opérations de maintenance sont accompagnées d'un référent (donneur d'ordre ou responsable de zone).</p> <p>Le rôle et la conduite à tenir de chacun est fixé dans la fiche « permis de travail en sécurité ». Cette fiche fixe des règles propres au code du travail ainsi que des règles fixées dans l'arrêté d'autorisation (zones ATEX, consignation d'énergie ou fluide, opérations de remise en service, ...).</p> <p>Les EE sont sélectionnées après appel d'offre, et sont conservées tant qu'elles justifient le maintien des compétences (habilitations, certifications).</p> <p>Les travaux de maintenance sont tracés sur la fiche « permis de travail en sécurité », avant, pendant et en fin de travaux de maintenance (sous-traitée ou non).</p> <p>Une fiche de « prolongation du permis » est rédigée le cas échéant, avec une analyse des risques additionnelle par le responsable de l'installation (zone).</p> <p>Le suivi des indicateurs de performance « KPI » permet (mois par mois) de suivre notamment</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre d'incidents PSM (touchant une mesure de maîtrise des risques) avec 3 niveaux de gravité (en 2025 : 0 de niveau 1, 0 de niveau 2, 70 de niveau 3) ; la définition de ces 3 niveaux nous a été précisée par l'exploitant ; - investigations PSM (11 en 2025, 9 en cours, 0 en retard), - analyses de risques (7 planifiées, 3 ouvertes, 0 en retard), - audit interne ou externe (12 en 2025), - procédures de révisions en retard (3 en 2025), - inspections d'équipements critiques (0 en retard), - actions avec une extension de délai validé (26 en 2025, 20 en cours), - actions SGS ouvertes (0 en 2025).
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 4. Planification des opérations de maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p>

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<p>Constats :</p> <p>Le plan de maintenance est formalisé par équipement, dans une application dédiée (SAP), qui permet notamment de planifier les opérations de maintenance.</p> <p>Lors de l'inspection, 10 interventions de maintenance étaient en cours,</p> <p>Seul le personnel DSP a accès à ce logiciel, mais les EE peuvent proposer des échéances différentes, en fonction de leur expérience.</p> <p>Près de 38000 équipements sont suivis, pour leur maintenance préventive ou corrective.</p> <p>5472 sont identifiés comme étant des éléments critiques (« PSM ») ou touchant à la qualité des produits finis.</p> <p>La périodicité d'intervention choisie est la plus contraignante parmi les bases réglementaires, les recommandations fabricants, ou les guides professionnels dédiés.</p> <p>Tout dépassement de la périodicité d'intervention entraîne l'arrêt de la ligne de production en question.</p> <p>Le logiciel alerte d'une échéance dépassée par un code couleur, identifiée par le cadre DSP qui interprète quotidiennement les données de ce logiciel.</p> <p>La criticité (sécurité / environnement / production) est évaluée avec l'aide d'une application spécifique (ALOPA Initiale).</p> <p>La maintenance préventive évolue en fonction des retours d'expériences du groupe DUPONT, et accidents (BARPI, ...).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Intervention de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 5. Modalités d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010</p> <p>Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Toute intervention est précédée par la rédaction d'un « permis de travail en sécurité », listant les méthodes et procédures à suivre.</p> <p>L'exploitant a présenté en séance 2 de ces procédures</p>

- D-SEC-009 : conditions de travail en sécurité
- D-SEC-165 : dossier de sécurité de pré qualification des entreprises extérieures (annexé au contrat de prestation)

Les moyens et matériels de travail requis pour chaque opération de maintenance sont listés sur ce permis de travail, qui mentionne également les conditions d'intervention, la répartition des tâches et les autorisations de travail spécifiques à détenir.

L'analyse préalable des risques est refaite si une « prolongation du permis » est nécessaire.

La remise en service (RTO) fait l'objet d'une procédure spécifique, où chaque acteur doit valider et dater ses actions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Intervention de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3

Thème(s) : Actions nationales 2026, 6. Procédures et instructions de maintenance

Prescription contrôlée :

Arrêté du 26/05/2014

Annexe I -point 3

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 Consignes d'exploitation et de sécurité.

[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

[...]

Constats :

Des procédures spécifiques ont été rédigées, ne portant pas spécifiquement sur les étapes d'une intervention de maintenance.

Le « permis de travail en sécurité » liste les procédures à suivre.

Ce permis est mis en œuvre avec les entreprises sous-traitantes, et est suivi par le service maintenance.

Chaque intervenant est mentionné sur ce permis.

Une inspection est réalisée en fin de journée, et la fin de travaux fait l'objet d'une procédure d'acceptation.

Des audits sont réalisés périodiquement par DSP sur les entreprises extérieures hébergées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle des opérations de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 7. Contrôle des opérations de maintenance (organisation mise en place)
Prescription contrôlée : Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : L'exploitant réalise une revue « PSM » mensuelle, comportant de nombreux indicateurs (cf point de contrôle n°4). Un contrôle hebdomadaire est réalisé <ul style="list-style-type: none">• par le personnel d'encadrement• par le service EHS, avec notamment un questionnaire en 10 points. Toute remise en service fait l'objet de tests (définis, tracés, validés). L'autorisation finale de redémarrage est donnée par le responsable de l'atelier (ayant visé le permis de travail en sécurité).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Retour d'expérience sur les opérations de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 8. Analyse a posteriori
Prescription contrôlée : Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<p>Constats :</p> <p>Les dysfonctionnements font l'objet d'une analyse a posteriori, pistée dans le suivi « KPI ».</p> <p>Le retour d'expérience permet d'actualiser la périodicité du plan de maintenance, et peut donner lieu à des actions de formation.</p> <p>Les dérives récurrentes sont suivies et font l'objet d'une analyse des risques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite